

RAPPORT ANNUEL 2014

La Via Campesina

Mouvement Paysan International



JUILLET 2015



Harare, Juillet 2015

La Via Campesina
Mouvement paysan international
Secrétariat international:

ZIMSOFF
197A Smuts Road
Prospect, Waterfalls,
Harare
Zimbabwe
Numéro de téléphone: +263 4576221
www.viacampesina.org

Photo de couverture : Réunion des jeunes de la Via Campesina au Sénégal, Juin 2014

NB 1: Pour activer les liens se trouvant dans le texte, placez le curseur sur le texte souligné et faites un clic gauche de la souris.

NB 2: Vous pouvez trouver plus d'information sur un sujet spécifique dans la section correspondante de notre site Web www.viacampesina.org ou en utilisant la fonction "recherche".

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. CONTEXTE INTERNATIONAL	1
2. POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES RÉALISATIONS	3
3. DOMAINE POLITIQUE – LUTTES ET ACTIONS	4
Vaincre les transnationales	4
Accords de libre échange	5
Production agro-écologique paysanne	7
Semences paysannes et Lutttes contre les OGM et les lois Monsanto	8
Violation des droits des paysans et des paysannes. Solidarité avec les victimes	12
Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales	14
Réforme agraire et lutttes contre l'accaparement des terres	15
Politiques publiques internationales: FAO – FIDA- CSA	16
Migration et travailleurs ruraux	18
Nos solutions à la crise du climat	18
Articulation des Femmes	18
Articulation des Jeunes	19
Année internationale de l'agriculture familiale - 2014	22
Séminaire du Mouvement des peuples avec le Vatican	22
4. FONCTIONNEMENT INTERNATIONAL DE LA VIA CAMPESINA	23
5. COMMUNICATION ET TRAVAIL AVEC LES MÉDIAS POUR CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ	24
CONCLUSION : EN MARCHÉ VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE	28

INTRODUCTION

Le rapport annuel pour 2014 présente les activités clés et les avancées obtenues pendant l'année visant à atteindre les objectifs des diverses campagnes et luttes du mouvement international, ainsi que leur renforcement.

Ce rapport est structuré en cinq sections. La première offre une vue d'ensemble du travail de La Via Campesina en décrivant le contexte politique et économique international pendant l'année 2014 ayant eu des implications pour le mouvement. La deuxième souligne les principales réalisations de La Via Campesina en 2014. La troisième porte sur les principaux domaines thématiques du mouvement concernant le travail politique, les luttes concrètes et les actions. Dans cette section, l'accent est mis sur les activités menées, les victoires obtenues et d'autres résultats importants. Puis, la quatrième section fournit des informations sur le fonctionnement international du mouvement. Enfin, la cinquième partie présente les différentes activités de l'équipe de communication auprès des différents médias.

1. CONTEXTE INTERNATIONAL

Dans un monde où les multinationales dominant de plus en plus la plupart des processus politiques et économiques, il ne reste que peu de place à l'humanité pour décider de son destin. L'agenda néo-libéral continue à engendrer d'énormes problèmes au niveau mondial qui ont notamment un impact sur des millions de paysans et de travailleurs. Les crises multiples persistent ; la faim et la pauvreté ne font que croître ; les économies déclinent, le chômage gonfle et le climat devient de plus en plus imprévisible. Les investisseurs étrangers continuent à accaparer les terres pour une production agricole industrielle à grande échelle, les industries extractives et les investissements spéculatifs. Les accords de libre-échange se négocient à huis clos et progressent en dépit du fait qu'il est prouvé qu'ils aggravent la détresse d'une multitude de paysans et travailleurs ruraux, hommes et femmes. N'ayant plus que peu d'options de subsistance, la migration de paysans, des pays en développement vers les pays développés, entraîne des crises humanitaires comme en Amérique du Nord (du Mexique, de l'Amérique Centrale, des Caraïbes, d'Amérique du Sud, d'Asie, etc.. vers les USA) ou en Europe venant d'Afrique et d'Asie. Au lieu d'avoir accès à des emplois décents dans les pays « d'accueil », la plupart des travailleurs migrants font l'objet des pires exploitations dans de misérables conditions de travail.

De nombreuses institutions internationales ainsi que bien des Etats nations continuent à adopter des solutions proposées par le secteur des multinationales. Ce sont les mêmes entreprises à l'origine des problèmes qui veulent faire appliquer leurs "fausses solutions", ce qui ne fait qu'empirer les choses. En agriculture, sous prétexte de renforcer la sécurité alimentaire mondiale, les sociétés agro-alimentaires proposent une agriculture dite « intelligente » vis-à-vis du climat pour obtenir plus de profit en utilisant des technologies transgéniques mais qui exigent une plus grande dépendance aux produits agro-chimiques. Dans de nombreux pays, l'accaparement des terres se développe pour la production à l'exportation, les agro-carburants ainsi que les industries extractives. Des millions de paysans ont perdu, continuent à perdre, leurs moyens de subsistance et le taux de pauvreté ne fait qu'augmenter. Par voie de conséquence, la mortalité maternelle augmente ainsi que celle des enfants du fait de la malnutrition dans de nombreuses régions. Les inégalités ne font qu'empirer au niveau mondial, les paysans et personnes vivant en zones rurales sont les plus affectés.

Dans certains pays, les **paysans et leurs leaders doivent de plus en plus faire face à la criminalisation** et au harcèlement de la part de l'État et des milices privées alors qu'ils luttent pour les droits humains fondamentaux comme celui de l'accès à la terre. L'instabilité politique et les conflits violents sont en hausse en Amérique du Sud, au Moyen Orient, en Afrique du Nord et dans certaines parties d'Asie. Ces conflits violents ont déplacé des millions de paysans qui ne disposent plus de moyens de subsistance.

Pour autant, au milieu de ce sombre panorama, subsiste un rayon d'espoir. **Les paysans et les paysannes continuent de lutter, ils restent sur leur terre et défendent la production agro-écologique paysanne conjointement avec leurs communautés.** La résistance contre la production agro-industrielle s'intensifie aussi bien au niveau national qu'international. En outre, plusieurs Etats, au Conseil des Droits humains, soutiennent le processus de Déclaration des droits des paysans des Nations unies, de même qu'une nouvelle initiative visant à créer une législation internationale contraignante relative aux violations des droits humains provoquées par les activités des multinationales. Ceci nous laisse donc un certain espoir.



A Genève, un lobbying intense, de la part de Via Campesina et de nos alliés, a permis d'obtenir un vote majoritaire appuyant le processus de Déclaration des droits des paysans au Conseil des Droits humains des Nations unies

2. POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2014

En 2014, des progrès significatifs ont été réalisés concernant plusieurs priorités importantes identifiées lors de notre VIème Conférence de Jakarta et documentées dans nos lignes d'action stratégiques. A Genève, un lobbying intense, de la part de Via Campesina et de nos alliés, a permis d'obtenir un vote majoritaire appuyant le processus de Déclaration des droits des paysans au Conseil des Droits humains des Nations unies. Une fois de plus, à Genève également, au Conseil des Droits humains de l'ONU, LVC a travaillé avec ses alliés pour inciter à ce que soit élaboré une législation internationale contraignante en vue de réglementer l'action des multinationales. Une forte majorité des gouvernements présents a voté en faveur de la mise en route du processus devant aboutir à ce nouvel instrument.

Journée internationale des luttes paysannes – 17 avril

Le 17 avril, Journée internationale des luttes paysannes, La Via Campesina a réussi à mobiliser avec succès et à organiser des actions partout dans le monde pour défendre les semences paysannes. De nombreuses organisations membres s'opposent activement aux initiatives de lois sur les semences impulsées par l'industrie semencière; Dans certains pays, ceci a donné lieu à un moratoire ou une interdiction des organismes génétiquement modifiés (OGM). Lors de la réunion des parties à la Convention sur la Biodiversité (CBD), suite à une décision mémorable, les gouvernements ont convenu de réglementer la biologie synthétique.

De toutes les actions organisées dans le monde entier par les différentes organisations membres et alliées de LVC à l'occasion de la Journée internationale des luttes paysannes, 131 ont pu être enregistrées et documentées. Ces actions ont le plus souvent pris la forme de manifestations/protestations, de campagnes de sensibilisation, de débats et de conférences, de pièces de théâtre populaires, d'occupation de certains lieux ou encore de semis et d'échange de semences. Elles ont toutes été signalées sur une carte (<http://viacampesina.org/map/17april/map.html>) créée pour renforcer le sentiment de solidarité et pour donner accès à une plateforme plus large permettant à tout le monde de suivre et de se joindre aux luttes paysannes.

La Via Campesina s'est activement engagée auprès des institutions internationales, FAO, FIDA et CSA, afin qu'elles mettent en avant l'agriculture paysanne et qu'elles s'emploient à modifier les politiques relatives aux questions importantes pour les paysans. Des délégués de la Via Campesina ont participé à de nombreux événements et symposiums organisés par la FAO, le FIDA et le CSA, dont le Symposium International de la FAO sur l'Agro-écologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Notre mouvement a également participé au Colloque sur la Souveraineté alimentaire, organisé par le centre de recherche à L'institut international d'études sociales de la Haye (ISS), afin de transmettre l'importance de la diversité de ce concept clé.

Au Sommet des peuples sur le climat, organisé en même temps que le Sommet de l'ONU sur le climat à New York, la Via Campesina a plaidé en faveur des alternatives citoyennes pour le climat et pour de réelles solutions au changement climatique. Lors des événements de la Pré-COP au Venezuela ainsi qu'au Sommet des peuples de la COP 20 à

Lima au Pérou, nous avons clairement dénoncé les fausses alternatives telles que la soi-disant "agriculture intelligente vis-à-vis du climat". Lors de tous ces événements importants, LVC a proposé nos solutions pour le climat fondées sur une production alimentaire agro-écologique et durable en exigeant un changement de système et non un changement climatique.

De nombreux paysans de Via Campesina ont participé à des forums régionaux et internationaux ce qui leur a permis d'apprendre en échangeant avec d'autres paysans et paysannes sur leurs expériences. La Via Campesina a publié des messages de solidarité pour soutenir nos organisations membres affectées par l'instabilité politique et la répression institutionnelle des mouvements sociaux dans des pays tels que le Venezuela, la Thaïlande, la Colombie, le Paraguay, la Palestine, le Honduras et le Mozambique.

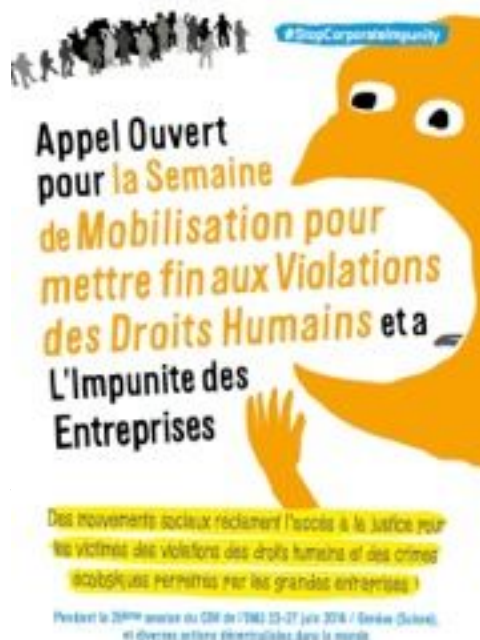
Grâce aux décisions prises par son Comité de coordination international (CCI) qui s'est réuni en mars au Nicaragua et en novembre au Portugal, La Via Campesina a amélioré son fonctionnement interne. Cette année, des représentants des jeunes ont été formellement intégrés au CCI. Les jeunes ont travaillé et renforcé leur présence au sein de La Via Campesina ainsi que dans l'ensemble du mouvement.

3. DOMAINE POLITIQUE - LUTTES ET ACTIONS

Vaincre les multinationales

La Via Campesina continue son combat contre les multinationales et entend mettre fin à leur mainmise sur la chaîne alimentaire et à l'impunité dont elles jouissent quant à leurs violations notamment des droits de l'homme. En juin, La Via Campesina a participé à une

[semaine de mobilisation organisée à Genève mais faisant partie d'une campagne coordonnée mondialement](#) pour soutenir l'initiative du gouvernement équatorien demandant au Conseil des droits de l'homme des Nations unies de développer une législation contraignante visant à réguler les activités des transnationales (cf. [programme et appel](#)).



La Via Campesina est toujours mobilisée contre le contrôle des multinationales sur la chaîne alimentaire. Affiche de la semaine de mobilisation ayant eu lieu à Genève, en juin 2014

La Via Campesina, et 250 autres organisations, ont signé un appel commun se référant à ladite législation. En tant que mouvement international, nous avons exercé une forte pression sur les gouvernements afin de soutenir cette initiative présentée par l'Equateur. Le 26 juin, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a voté une résolution allant dans le sens

d'une régulation contraignante des activités des multinationales, avec le soutien de plus de 80 gouvernements.

Pour La Via Campesina, [ce grand pas en avant](#) représente une grande victoire de la campagne et un exemple réussi de mobilisation commune.

Par ailleurs, le 29 novembre, toujours à Genève, nous avons pris part à une réunion de suivi du Traité des peuples sur le pouvoir des transnationales et des grandes entreprises. La Via Campesina s'est opposée à ce que John Ruggie, dont les principes volontaires servent les multinationales, soit nommé à la tête à la fois du Groupe de travail international (IWG en anglais) et du secteur des affaires au sein du même groupe. En Afrique, la région de La Via Campesina Afrique 1 poursuit son travail avec la Campagne contre le pouvoir et l'impunité des multinationales pour lancer cette dernière en Afrique australe et pour mettre sur pied, d'ici 2015, un tribunal qui jugerait les multinationales.

Le 16 octobre, La Via Campesina a lancé un appel pour une mobilisation autour d'une [Journée internationale contre les transnationales et pour la souveraineté alimentaire](#). En réponse à cet appel, plusieurs actions ont eu lieu dans le monde entier, notamment en République dominicaine (par [ANC](#)), en [Uruguay](#), au [Salvador](#), à [Puerto Rico](#) et au Chili (un partage de semences). Certaines de ces actions furent relayées par les médias du [Costa Rica](#), d'[Argentine](#) quand d'autres furent présentées sur les ondes de [Radio Mundo Real](#) et dans une nouvelle émission de [Voz de los Movimientos](#) (Voix des mouvements)

Accords de libre-échange

Il est de plus en plus manifeste que les hauts standards européens en matière de législation agro-alimentaire vont être sérieusement mis à mal par le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP en anglais). Si cet accord est signé, les consommateurs européens verront progressivement débarquer dans leurs magasins des OGM, du bœuf, du porc et du lait aux hormones. Certains pesticides, pour le moment interdits en Europe, sont bel et bien utilisés aux Etats-Unis, et les taux de résidus autorisés sont très élevés. Ces pesticides pourraient entrer dans l'UE à cause du TTIP. De plus, la petite agriculture européenne se retrouverait exposée à une forte compétition avec les grandes firmes de l'agro-business américain.

En 2014, La Via Campesina a intensifié son travail contre deux traités de libre-échange en particulier : L'Accord économique et commercial global entre l'UE et le Canada (AECG) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Ces accords reprennent tous les deux le mécanisme de Règlement des différends entre investisseurs et Etats (ISDS en anglais). Nous avons lancé une campagne en collaboration avec les amis de la Terre Europe (FOEI), l'observatoire européen des multinationales (CEO), World Development Movement (WDM), ATTAC, Seattle2Brussels (S2B) et d'autres alliés dans le but de stopper les négociations autour de ces traités.

L'Allemagne a connu une très forte mobilisation organisée par ABL, notre membre allemand, conjointement avec plusieurs alliés, contre les multinationales, contre le TTIP et contre la nourriture industrielle. Le [rassemblement a eu lieu à Berlin](#) le 17 janvier 2015 et près de 50.000 personnes y ont participé. Elizabeth Mpfu, la coordinatrice internationale de LVC a [pris la parole](#) lors de ce rassemblement.

En juillet 2014, S2B a organisé un atelier, auquel nous avons participé, visant à établir une stratégie générale pour contrer le TTIP. Plusieurs rassemblements et actions ont été

organisés pour sensibiliser la population et renforcer la résistance face à ces traités de libre-échange. Grâce à cela, ces traités sont maintenant au cœur de la controverse et sont remis en cause ; leur adoption s'en trouve compromise.

Nous avons analysé les impacts potentiels qu'aurait le TTIP sur le secteur agricole. La Coordination européenne de La Via Campesina (ECVC) a publié les résultats de cette analyse pour promouvoir la [mobilisation contre le TTIP](#) et ses conséquences négatives pour les familles paysannes. Une vidéo intitulée « [Pourquoi nous refusons les traités de libre-échange et le TTIP](#) » a été réalisée par la National Family Farm Coalition (NFFC) aux Etats Unis, la National Farmers Union du Canada (NFU) et ECVC. Les organisations membres de La Via Campesina aux Etats-Unis soutiennent cette lutte en travaillant avec des alliés et la Citizens' Trade Campaign pour se défendre contre les processus législatifs accélérés qui laisseraient le champ-libre au Président pour faire avancer les négociations de commerce sans presque aucune consultation du public ou du Congrès. Si cette procédure accélérée peut être stoppée, les négociations commerciales le seront. Actuellement, aussi bien des représentants des deux principaux partis politiques que des coalitions de mouvements sociaux s'opposent à cette accélération des négociations.

A Taïwan, le Front rural taïwanais et l'Union des paysans taïwanais, tous deux membres de LVC en Asie de l'Est et du Sud-est, ont lancé un appel d'urgence à la solidarité internationale contre un nouveau traité de libre-échange, l'Accord de libre-échange sino-taïwanais (CSSTA), auquel s'intéresse de plus en plus l'administration actuelle de l'Etat. Cet appel était également dirigé contre l'intervention trop musclée des forces de police lors des manifestations de la révolution des tournesols.



En septembre, la Confédération Paysanne, a occupé les locaux de Cargill pour protester contre le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

En septembre, la Confédération paysanne, membre de LVC en France, a [occupé les bureaux de Cargill](#) en protestation contre le TTIP (cf. [photos](#)). Des centaines d'activistes ont brandi une grande bannière (25m x 10m) devant le siège de l'entreprise, qui portait le message suivant : « Hollande, Juncker, Obama : ne livrez pas les paysans et les citoyens aux multinationales. Stop TTIP/CETA ! » A la suite de cette action, le secrétaire d'état français a promis de rencontrer les paysans pour discuter de leurs inquiétudes concernant les traités de libre-échange. Les 11 et 13 octobre, La Via Campesina a participé aux [Journées d'action européennes](#) (cf. [communiqué de presse](#)) et a mené une [action contre le Partenariat transatlantique](#) lors de la semaine sur la Sécurité alimentaire mondiale à Rome. Le 10 décembre, conjointement avec les Amis de la terre (FOEE), le Corporate Europe Observatory (CEO) et Green Group, nous avons organisé une [conférence au Parlement européen](#) à propos du Partenariat transatlantique (cf. [vidéo](#)). En prévision de cela, nous avons préparé un texte intitulé « [TTIP : la bonne recette pour une catastrophe](#) » en collaboration avec CEO, FOEE, Compassion in World Farming et Arc2020. Nous avons également pris part à un événement autour du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et de l'Accord économique et commercial global entre l'UE et le Canada (CETA) organisé par les partis de gauche du Parlement européen. Le 19 décembre, nous avons monté à Bruxelles avec nos alliés une action de mobilisation contre le TTIP qui a servi de répétition générale pour les actions autrement plus importantes du 17 avril 2015 (cf. [vidéo](#)).

Production agro-écologique entre les mains des paysans et des paysannes

Dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, nous avons construit des écoles d'agro-écologie (cf. [article sur une école à Shashe, au Zimbabwe](#)) qui enseignent la voie de la souveraineté alimentaire. C'est là l'engagement de La Via Campesina pour la promotion de l'agro-écologie et pour éradiquer la faim dans le monde.

En 2014, des douzaines de paysans activistes membres de LVC et des défenseurs de l'agro-écologie de toutes les régions ont participé à des échanges et à des formations polyvalentes organisées dans les pays et régions où nous avons le plus d'expérience. Le but était de mettre sur pied une équipe de promoteurs adéquatement formés qui seraient en mesure de développer plus avant les échanges et la transmission du savoir agro-écologique entre paysans.

Plusieurs membres de la Coordination latino-américaine des organisations paysannes (CLOC-LVC) ont organisé pour les jeunes des séances de formation sur l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire. L'idée était d'aller à contre-courant de l'éducation traditionnelle qui soutient les modèles de production agro-industrielle. La Via Campesina Honduras a permis à 45 paysans d'organisations distinctes de terminer avec succès une série d'ateliers de formation de deuxième niveau sur l'agriculture biologique et agro-écologique. Cependant, le taux de participation des femmes à ces ateliers n'a pas été très élevé à cause de la culture patriarcale prédominante qui reste un problème sur lequel il faudra se pencher. Pour surpasser cet obstacle, les chiliennes membres de la CLOC-LVC s'attellent actuellement à la construction d'une école d'agro-écologie parallèle pour les femmes rurales ([Institut d'agroécologie pour les paysannes](#)) (IALA – Institut latino-américain pour l'agro-écologie). Cela permettra d'assurer une pleine participation des femmes aux ateliers de formation en agro-écologie et augmentera en même temps leur contribution aux luttes pour asseoir l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire. En juin,

La Via Campesina Brésil a organisé la 13^e Campagne de soutien à l'agro-écologie pour faire avancer la construction d'un processus agro-écologique comme alternative à l'agrobusiness et préparer le terrain pour un modèle d'agriculture populaire et souveraine. Cet événement annuel, auquel répondent toujours présent des milliers de paysans et d'universitaires, propose une formation en agro-écologie et encourage le partage d'expériences entre paysans autour de la création de nouvelles pratiques.

En Norvège, lors de l'assemblée générale de la Coordination européenne de la Via Campesina (ECVC) environ 50 personnes de 10 organisations paysannes membres de La Via Campesina ont participé à un échange d'informations avec des organisations alliées (FOE Europe, Urgenci, Crocevia) sur les différentes pratiques agro-écologiques variables suivant les différents climats et latitudes. Parallèlement, les membres d'ECVC ont rédigé une déclaration pour faire du lobbying auprès des institutions européennes. Du 26 au 29 septembre, la Coordination européenne de La Via Campesina (ECVC) a organisé un séminaire sur l'agro-écologie en Galice. On y a abordé la question de l'accès des citoyens à l'alimentation biologique. L'échange d'information s'est principalement concentré sur la vente en circuits courts et sur la garantie d'un système participatif, qui sont les deux moyens d'atteindre et d'asseoir la souveraineté alimentaire. AIAB, URGENCI, Nekasarea, Cooperative Ribeira do Navia, Nature et Progrès et de nombreuses autres organisations ont participé à ce séminaire.

Dans la région Afrique 2 de La Via Campesina, le mouvement des paysans maliens CNOP (Coordination nationale des organisations paysannes) a organisé avec La Via Campesina et d'autres membres du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) un forum international sur l'agro-écologie au Mali, qui a eu lieu du 24 au 27 février 2015. De plus, une réunion entre quatre écoles d'agro-écologie en Afrique a eu lieu : 2 de la région Afrique 1 (Zimbabwe et Mozambique) et 2 de la région Afrique 2 (Mali et Niger). Les organisations paysannes qui hébergent ces écoles travaillent actuellement pour augmenter le nombre d'expériences sur le terrain et fournir de nouvelles opportunités de formation in situ dans les provinces éloignées du siège principal.

Au cours de l'année 2014, La Via Campesina a travaillé sur une série d'articles qui formeront une publication regroupant des exemples concrets d'initiatives agro-écologiques réussies dans le monde entier. La publication est déjà bien avancée et sera disponible au printemps 2015. Les expériences agro-écologiques mises en lumière dans cette brochure sont basées sur le travail d'organisations membres au Brésil, au Nicaragua, en Colombie, à Cuba, aux Etats-Unis, au Zimbabwe, au Mozambique, en Italie, en Thaïlande, en Inde, en Indonésie et au Sri Lanka. Nous avons également approfondi notre documentation et notre analyse du mouvement indien « agriculture naturelle à budget zéro » ainsi que l'expérience de notre université paysanne d'agro-écologie (IALA) en Amérique latine. Une fois traduits vers trois ou quatre langues, ces nouveaux documents sur l'agro-écologie pourront être utilisés comme matériel pédagogique au sein de toutes ces écoles partout dans le monde.

Semences paysannes et luttes contre les OGM et les lois Monsanto

La Via Campesina lutte pour défendre les droits des semences, des paysans et des paysannes en participant au processus du traité de la FAO sur les semences : le traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA). Elle effectue aussi un travail de plaidoyer au niveau national auprès de chaque état membre du TIRPAA. Nous travaillons avec le Comité international de planification

pour la souveraineté alimentaire (CIP), qui est un réseau mondial d'organisation de producteurs d'aliments à petite échelle afin de préparer une étude sur l'état de l'agro-biodiversité. Cette étude sera présentée à la prochaine réunion du comité sur les ressources génétiques de la FAO en 2015. En octobre dernier, nous avons organisé un événement parallèle pendant la semaine du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale à Rome sur la mise en application des droits paysans au sein du Traité sur les semences de la FAO.

En Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et aux Caraïbes, en Amérique du Nord et en Europe, les membres de La Via Campesina et ses alliés sont engagés dans des débats et des luttes contre les changements politiques et législatifs qui visent à créer un environnement propice à l'introduction et l'imposition des semences OGM.



Mobilisation contre les organismes génétiquement modifiés à Buenos Aires, Argentine

La Convention pour la Diversité biologique (CDB)-COP 2014 s'est tenue à Pyeongchang, en Corée du Sud du 6 au 17 octobre 2014. Nos membres coréens, l'Association coréenne des femmes paysannes (KWPA) ont organisé des actions et des activités pour défendre les paysans et les paysannes et ont publié un document de [position](#). Pendant les négociations officielles, le KWPA a organisé une [démonstration contre les OGM](#) et a également protesté contre une exposition de nouveaux vers à soie fluorescents présentée par les services publics du développement rural. Nous faisons pression avec ETC et d'autres alliés pour une réglementation de la biologie synthétique, une technologie qui allie le génie génétique à d'autres technologies industrielles dans le but de « construire » des aliments industriels. Après plusieurs jours de négociations avec différents acteurs (dont des gouvernements favorables à la biotechnologie), 194 pays ont [décidé unanimement](#) pendant la conférence de la Convention pour la diversité biologique de réglementer la biologie synthétique. Il en découle que l'interdiction portant sur terminator et le génie génétique est maintenue et la

[déclaration finale](#) a reconnu les peuples autochtones et les communautés locales comme des acteurs clés dans la conservation de ressources de la biodiversité.

Des membres de La Via Campesina ont mis en place des campagnes contre des législations semencières répressives et ont renforcé la solidarité autour de ces luttes dans divers espaces. En Afrique, les campagnes se sont concentrées sur les protocoles semenciers régionaux de la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique Australe) et de le COMESA (Marché commun pour l'Afrique orientale et australe). La région Afrique 1 de la Via Campesina a participé en 2014 au [Sommet des peuples de la SADC](#) qui s'est tenu à Bulawayo, au Zimbabwe, du 14 au 16 août. Au Canada, dans la République dominicaine, aux États-Unis et au Chili, nos membres sont engagés dans des luttes contre les nouvelles législations semencières qui cherchent à limiter les droits des paysans et des paysannes sur leurs semences et à harmoniser les législations semencières au niveau international pour le seul bénéfice des entreprises semencières et de biotechnologie transnationales. Au Chili, nos membres se sont mobilisés et ont forcé le gouvernement à retirer la loi sur la protection des droits des obtenteurs. Au Guatemala, nos membres avec l'aide des alliés ont [mis la proposition de législation Monsanto en échec](#). Au Brésil, la Cour d'appel fédérale a annulé à l'unanimité la décision du Comité technique pour la Biosécurité nationale d'autoriser le marketing du maïs OGM Liberty Link par l'entreprise multinationale Bayer, à cause du manque d'étude d'évaluation des risques de cette plante. De plus, des actions contre les OGM ont eu lieu tout au long de l'année en [Inde](#) et au [Mozambique](#). Au centre de formation national du MPP en Haïti, nos organisations latino-américaines ont organisé un [séminaire de deux jours](#) pour renforcer leurs initiatives sur les semences, et élaborer des stratégies pour mettre fin à l'accaparement des terres.

Au Zimbabwe, ZIMSOFF construit et renforce son réseau national pour lutter contre les législations semencières proposées au niveau régional (par le COMESA et la SADC). De nombreuses réunions et deux séminaires ([le 2 juin pour réviser les implications de la législation proposée](#) et le [3 juin pour demander aux gouvernements d'élaborer des lois semencières spécifiques pour les producteurs à petite échelle](#)) se sont tenus au Zimbabwe afin de développer une stratégie nationale de renforcement et d'autonomisation des système semenciers paysans. En novembre, nous avons pris part à l'atelier régional sur la première version du Protocole ARIBO, protocole pour la protection de nouvelles variétés de plantes qui s'est tenu à Harare, au Zimbabwe. En septembre 2014, ZIMSOFF a organisé plusieurs foires présentant l'alimentation et les semences locales suivis par un festival de la cuisine nationale à Harare auquel des représentants du gouvernement ont participé.

Au Nicaragua, en même temps que la réunion du CCI en mars, les organisations de paysans et de paysannes de la CLOC-LVC ont organisé une foire aux semences pour célébrer le 27^{ième} anniversaire de l'Association des travailleurs ruraux (ATC). Cet évènement, et une réunion internationale de la campagne pour les semences de La Via Campesina, ont donné l'opportunité aux paysans, hommes et femmes d'échanger des semences et des informations, et de montrer comment différents types d'aliments se préparent.

UAWC, notre membre en Palestine a reçu le [prix Équateur](#) pour son travail de conservation de semences et de la biodiversité. La Via Campesina accompagne également une initiative commencée par des membres d'Abi, une organisation paysanne allemande et d'autres militants qui aident des paysans syriens en Syrie et les réfugiés dans les pays voisins à obtenir des semences paysannes afin de maintenir leur production alimentaire pour lutter contre l'extrême insécurité alimentaire qui règne dans ce pays ravagé par la guerre.

Depuis janvier 2014, l'Union nationale des paysans du Canada (NFU) a amplifié ses actions de lobbying et de plaidoyer contre la loi C-18 sur la croissance agricole qui mettrait les paysans canadiens sous le régime des droits des Obtenteurs d'UPOV 91. Le NFU a proposé une [Nouvelle vision pour la propriété des semences canadiennes](#), avec pour base le Traité international sur les ressources phytogénétiques que le Canada a ratifié, il s'agit d'une loi qui reconnaît les droits inhérents de paysans et des paysannes à sauvegarder, réutiliser, sélectionner, échanger et vendre les semences tout en protégeant les domaines publics afférents aux semences des variétés végétales. Ils ont diffusé une [lettre pour le gouvernement Canadien](#) sur ce sujet.

En Afrique, La Via Campesina a travaillé avec des organisations alliées pour envoyer une [lettre ouverte aux gouvernements](#) sur la question de ARIPO et pour demander aux gouvernements de ne pas rejoindre l'UPOV 91. En septembre, avec plus de 60 autres organisations alliées nous avons envoyé [une lettre ouverte](#) au secrétaire du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA), M. Shakeel Bhatti afin de lui faire part de nos inquiétudes concernant l'UPOV et l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI).

La Via Campesina prépare un manuel sur les législations semencières néo-libérales et comment elles peuvent potentiellement endommager les systèmes semenciers locaux. Ce manuel sera publié au Printemps 2015.

En 2013 la Commission européenne a publié une proposition de réforme des 12 « Directives » sur les semences visant à en faire une réglementation. Bien que la proposition prenne en compte certaines de nos idées, et présente quelques aspects positifs, elle permet également une plus grande libéralisation, plaçant les semences encore plus sous le contrôle des entreprises. Cependant, il y a des opportunités que nous devons saisir par des pressions et des actions coordonnées de lobbying visant à faire reconnaître les droits des paysans et des paysannes à sélectionner, sauvegarder, utiliser, échanger et vendre leurs semences.



Bruxelles, le 20 janvier 2014. Manifestation devant le Parlement européen pour demander la reconnaissance des droits des paysans et des paysannes à sélectionner, préserver, utiliser, vendre et échanger leurs propres semences.

Une manifestation a été organisée en face du Parlement européen le 20 janvier par la Coordination européenne de La Via Campesina et une de ses organisations membre en Belgique : le Mouvement pour une agriculture paysanne (MAP). Ils ont [mobilisé des paysans](#) et [demandé](#) à ce que les droits des paysans à sélectionner, sauvegarder, utiliser, échanger et vendre leurs semences soient reconnus. Finalement la Commission d'Agriculture du parlement européen a rejeté la proposition présentée par la Commission européenne et a demandé à ce que le projet de réforme soit abandonné (voir le [Communiqué de presse](#)).

Solidarité contre les violations des droits des paysans et des paysannes

Les violations des droits humains, les irrégularités juridiques, la criminalisation et le harcèlement des mouvements paysans qui luttent pour obtenir un accès à la terre augmentent, particulièrement en Amérique latine. Les membres de La Via Campesina dans des pays comme le Paraguay, le Pérou, la Colombie ([demande de mise en liberté de Huber Ballesteros](#)), le Honduras ([un dirigeant de longue date de LVC assassiné](#)), la Thaïlande (de nombreux communiqué de presse sont sortis, [Déclaration un](#) et [deux](#), et une [Lettre ouverte](#)), la Syrie ([Une lettre de solidarité aux paysans syriens](#)), l'Indonésie ([Le SPI condamne la violence envers les paysans](#)), le Guatemala, le Brésil, l'Argentine, et les Philippines ont documenté ces abus. En dépit de la torture, du harcèlement et des menaces de la part des force de police du gouvernement et dans certains cas de milices armées, nous continuons à faire pression sur les gouvernements pour mettre fin aux

saisies de terre et aux expulsions ; mettre fin aux assassinats des dirigeants et mettre en place des programmes de réformes qui respectent les droits des paysans et des paysannes.

La Via Campesina a publié des déclarations de solidarité en soutien à ses membres, demandant aux gouvernements de mettre un terme à ces graves violations de droits humains. Elle continue à soutenir ses membres palestiniens l'Union des Comités de travail agricole (UAWC) dont les paysans et les paysannes membres sont victimes de nombreuses [violations](#), allant jusqu'à l'emprisonnement ([Grève de la faim des prisonniers palestiniens](#), [Appel urgent de l'UAWC](#)), de la part du gouvernement israélien et de ses forces de sécurité. La Via Campesina a émis deux appels à la solidarité ([Appel urgent à des actions de solidarité](#); [Appel à la solidarité avec le peuple de Palestine](#)) condamnant les assassinats des Palestiniens par le gouvernement israélien. En Europe ([France: Appel de soutien à la Confédération paysanne](#)), un appel a été lancé pour défendre des militants convoqués devant le tribunal d'Amiens pour avoir démonté la salle de traite du projet d'élevage laitier industriel.

La Via Campesina a émis des déclarations de solidarité et soutenu les organisations membres qui sont affectées par l'instabilité politique. Elle a soutenu une très grande mobilisation organisée par le mouvement populaire en Colombie, soutenant les droits des paysans et des paysannes ainsi que ceux des travailleurs ruraux pendant les négociations de paix et la formation des nouvelles structures de gouvernance.

L'UNAC, organisation membre de la Via Campesina au Mozambique a émis une [Déclaration internationale](#) sur la situation actuelle dans ce pays et une déclaration demandant le respect et la protection des droits des paysans et des paysannes du Mozambique devant l'intensification du conflit armé.

La Via Campesina en Asie du Sud-Est et de l'Est a émis un appel aux mouvements sociaux pour qu'ils expriment leur solidarité et leur soutien envers l'Assemblée des Pauvres (AOP). L'appel demandait aussi aux mouvements de s'abstenir d'alimenter la violente confrontation et de soutenir les élections comme pouvant potentiellement apporter une solution au conflit politique.

La Via Campesina travaille avec l'UAWC, organisation membre de la Via Campesina en Palestine, afin de renforcer le travail dans la région du Mashrek. Nous appuyons, par exemple, une [campagne de solidarité](#) et une visite internationale en Palestine, organisée par EHNE de Biscaye. En mars, des organisations syndicales, des mouvements paysans incluant des membres de La Via Campesina et des mouvements sociaux du Maroc, de Tunisie, de France, de Palestine, du Sénégal se sont rencontrés à Agadir sous le slogan: Pour la terre et la souveraineté de nos peuples ! en solidarité et dans la lutte !

Ils ont fait une déclaration demandant la consolidation de la solidarité locale, nationale et internationale, la mise en place de négociations collectives, la garantie des droits des migrants de l'Afrique subsaharienne et la fin du racisme envers ceux-ci. Ils ont également exprimé leur soutien à la lutte des peuples pour la libération, la liberté, la dignité, la justice sociale et l'égalité.



En mars, des organisations syndicales, des mouvements paysans et des mouvements sociaux du Maroc, de Tunisie, de France, de Palestine, du Sénégal se sont rencontrés à Agadir

Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales

La Via Campesina, avec l'aide de FIAN et du Centre Europe Tiers monde (CETIM) a fait progresser la Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales. Le processus actuel vers une adoption d'une convention ou d'une déclaration de l'ONU sur les Droits des paysans est en discussion au Conseil des droits de l'homme de l'ONU depuis un certain temps. En 2014, nous avons organisé plusieurs actions, nous avons également développé une stratégie pour augmenter le soutien à cette déclaration. En avril (les 8 et 9), avec CETIM, FIAN et l'Académie de Genève sur les droits de l'homme, nous avons organisé une réunion d'experts à Genève à laquelle ont assisté des ONG, des gouvernements, des experts des droits de l'homme, qui ont apporté un soutien important à notre travail au Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Afin de faire pression pour l'adoption de cet instrument international sur les droits des paysans, nous avons organisé des actions de masse, à Genève mais aussi au niveau national, en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour obtenir un soutien lors du vote pour la deuxième résolution en juin. Après un travail de lobbying intense auprès des délégations de gouvernements nationaux ([voir notre communiqué](#)), la résolution a été adoptée (voir [la Résolution](#) et [notre communiqué de presse](#) sur le résultat). Vingt-neuf gouvernements ont voté en faveur, 13 abstentions et seulement 5 contre, c'est une nette progression en comparaison à 2013, où seuls 23 gouvernements avaient voté en faveur, 16 s'étaient abstenus et 9 avaient voté contre. Cela confirme notre mandat d'initier le processus de développement d'une Déclaration, et ce avec un soutien croissant de la part des gouvernements.

La consultation et la rédaction de cette déclaration ont commencé en Novembre 2014. A travers du mécanisme de consultation, nous avons contribué au processus de rédaction. Une première version servira à orienter les négociations débutant en février 2015. Du 9 au 11 novembre, nous avons organisé un séminaire avec nos alliés afin de préparer les

négociations sur la première version des droits des paysans. Après le séminaire, le 12 novembre, nous avons pris part à une consultation informelle de l'ONU organisée par l'ambassadeur de Bolivie où nous avons présenté nos contributions. Nombre de gouvernements présents (Venezuela, Équateur, Afrique du Sud, Égypte, Brésil, Argentine, Indonésie, Sri Lanka, Russie, Bolivie et Suisse) appuyaient le processus vers une déclaration de l'ONU.

La Via Campesina continue à renforcer son réseau sur les droits des personnes en zones rurales avec l'aide des mouvements sociaux alliés. Nous travaillons avec les réseaux internationaux suivants : WFFP (pêcheurs), IITC (Conseil international des traités indiens, peuples autochtones), WAMIP (Pastoralistes), FIMARC (Fédération internationale des mouvements ruraux adultes catholiques), ROPPA et PROPAC (Organisations de paysans et de paysannes d'Afrique) et IUF (Syndicat international des travailleurs ruraux). Plusieurs experts nous ont également apporté un soutien.

En novembre, des consultations nous ont permis de capturer et d'inclure dans les négociations l'opinion de nos membres et des autres mouvements sociaux. Les principaux problèmes avaient trait au droit à la terre, aux semences, à la biodiversité et aux obligations de l'état. Ces consultations ont également servi à renforcer notre mobilisation sur le terrain. Certains de nos membres ont écrit des lettres et ont organisé des discussions officielles avec leur gouvernement pour pousser à l'inclusion des droits des paysans et des paysannes dans les priorités nationales.

Un blog spécial <http://defendingpeasantrights.org> visant à rassembler du matériel, un « Ensemble de connaissances » a été mis en place. Tout texte pertinent sur la question des droits des paysans s'y trouvera, y compris le résultat de consultations, les textes d'experts, les législations existantes au niveau national et au niveau onusien, etc.

Réforme agraire et luttes contre l'accaparement des terres

Dans de nombreux pays, et par exemple au Brésil, aux Philippines, en Colombie, ou au Honduras, des actions ont été organisées pour demander aux gouvernements d'entreprendre des réformes agraires intégrales et inclusives. Au Brésil, le MST a organisé des manifestations et a préparé un document pour expliquer la lutte des peuples pour la réforme agraire. Aux Philippines, les paysans et les paysannes continuent de faire pression sur le gouvernement pour mettre en œuvre le Programme de réforme agraire complète (CARP). Un sommet sur la terre a été organisé en Colombie et une déclaration présentant les demandes spécifiques d'une politique agraire a été préparée et publiée dans le but de renforcer la mobilisation des paysans et des paysannes pour la terre et d'autres droits sociaux-économiques dans le contexte de la nouvelle initiative de paix nationale. Aux Honduras, pendant la journée internationale des femmes, les paysannes se sont mobilisées pour demander des droits à la terre. En Haïti, nos membres et les autres organisations de la CLOC ont tenu une réunion de deux jours afin de discuter des questions foncières, des semences natives et de l'environnement. Ils ont publié leurs [réflexions](#) dans lesquelles ils s'engageaient à construire une plus grande unité, à se lancer dans la lutte pour la souveraineté nationale et la souveraineté alimentaire, ils ont exhorté le gouvernement haïtien à mettre fin aux accaparements de terre.

Plusieurs autres organisations membres de La Via Campesina, et par exemple l'Union des comités de travailleurs agricoles de Palestine ([Ensemble pour protéger les droits des paysans](#)) ainsi que des organisations de paysans et de paysannes en Amérique Latine et en

Asie continuent leurs luttes pour la terre. La Via Campesina a, non seulement, diffusé au niveau mondial la détresse des paysans et des paysannes à l'aide de différents instruments médiatiques, mais elle a également émis une déclaration internationale de solidarité en soutien aux paysans et aux paysannes en lutte contre l'accaparement des terres aux Philippines. Au Mozambique, l'Union nationale des paysans et des paysannes (UNAC) s'oppose (voir le communiqué de presse [Assemblée à Nampula](#)) au projet ProSavana promu par les gouvernements du Mozambique, du Japon et du Brésil et qui mènerait à un accaparement massif des terres.



Au Mozambique, l'UNAC s'oppose au projet ProSavana promu par les gouvernements du Mozambique, du Japon et du Brésil.

L'UNAC a aussi obtenu le [soutien](#) d'autres membres de La Via Campesina dans sa lutte contre ce projet, et ce en organisant une conférence internationale sur les droits fonciers et contre les accaparements de

terre. Au Mali, la lutte contre les accaparements de terre a rassemblé des foules en mars. Avec l'ONG GRAIN nous avons mis en lumière la [question de l'accaparement des terres](#) et dénoncé le rôle des grandes entreprises dans des rapports publiés en 2014.

Des organisations membres de La Via Campesina utilisent les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers pour faire progresser de meilleures politiques foncières en faveur des paysans et des paysannes. En mai, cinq représentants de l'UNAC du Mozambique, de AIAB d'Italie, de ANPFA du Népal, de MCNI d'Argentine et d'ATC du Nicaragua, se sont retrouvés à Rome pour initier un processus de développement de stratégies régionales permettant de faire pression sur l'Union européenne ainsi que les gouvernements nationaux. Au Mozambique, des stratégies fondées sur les Directives de la FAO seront utilisées pour influencer les politiques et mettre fin aux accaparements de terre. En Europe, l'objectif est de parvenir à réglementer les marchés fonciers grâce à des actions de lobbying auprès de la Commission et des états membres afin qu'ils adoptent des politiques adéquates pour arrêter et démanteler la concentration des terres. En Amérique du Sud, la stratégie régionale aura pour objet de mettre fin aux expulsions, aux conflits fonciers et à la criminalisation des luttes paysannes.

Politiques publiques internationales: FAO – FIDA- CSA

La Via Campesina s'est jointe à plus de 120 organisations pour envoyer une lettre à la FAO le 21 mars, à l'occasion de la journée internationale des forêts, pour demander à ce que la définition actuelle des forêts de la FAO soit modifiée afin d'inclure, entre autres choses, les populations qui en dépendent. Cette action intervient pour appuyer une consultation menée par les peuples des forêts visant à formuler une définition complète.

Les 18 et 19 septembre, La Via Campesina a participé activement au [Symposium international de la FAO sur l'Agroécologie](#) à Rome. L'objectif de cette conférence était de renforcer le travail de la FAO sur la production paysanne agro-écologique. Nos contributions ont été bien reçues et nous nous attendons à ce que cela se traduise par un soutien plus concret des gouvernements pour le travail de nos organisations au national.

Le 29 octobre, nous nous sommes réunis avec différents services de la FAO (semences, terre, agro-écologie) pour développer un plan concret de soutien de la part de la FAO concernant notre travail sur la terre, les semences et l'agro-écologie au niveau national et régional. Ceci fait suite à l'accord signé entre La Via Campesina et la FAO en 2013.

En novembre, La Via Campesina et URGENCI, avec d'autres mouvements sociaux, ont participé à la deuxième conférence internationale sur la nutrition (ICN2). Après discussions, des États membres de la FAO et de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) ont adopté un cadre d'action sur la nutrition. Nous avons émis une déclaration spécifiant que [La nutrition n'est pas source de profit](#) et nous avons demandé aux délégués présents d'adopter la souveraineté alimentaire comme réponse aux défis de la nutrition mondiale.

La Via Campesina est l'un des acteurs clés du Forum paysan du FIDA. Le mouvement paysan a utilisé cet espace pour obtenir un soutien plus large de nos positions sur les investissements en agriculture. Une délégation de 15 représentants de La Via Campesina a participé aux discussions du Forum paysan du FIDA, à Rome en février 2014. Nous avons demandé ([voir le communiqué de presse](#)) que le FIDA développe des programmes et des politiques qui renforcent les producteurs à petite échelle et élabore et mette en place des politiques publiques pour la souveraineté alimentaire. Pendant le Forum, La Via Campesina a produit une [déclaration](#) à l'égard du FIDA et des gouvernements, soulignant les propositions visant à renforcer l'engagement des organisations de producteurs d'aliments à petite échelle au niveau national et dans des activités opérationnelles et visant à améliorer la collaboration avec d'autres forums politiques mondiaux.

La Via Campesina participe au Comité de pilotage du Forum, et va œuvrer à modifier le Forum paysan, en le rendant plus autonome et indépendant du FIDA et plus centré sur les intérêts des paysans et des paysannes.

Dans le Mécanisme de la Société civile (MSC) La Via Campesina participe activement au groupe de travail sur les Investissements avec d'autres organisations de producteurs d'aliments à petite échelle et des ONG, dans le but de préparer sa participation aux négociations des Principes pour des investissements agricoles responsables. En avril, à Rome, La Via Campesina et les autres organisations de la société civile, ont défini une position et une stratégie de négociations dans une réunion commune. La Via Campesina a pris part à d'intenses négociations sur les Investissements agricoles responsables (IAR) au Comité pour la Sécurité alimentaire mondial de l'ONU de mai à août. Les « Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires » ont été adoptés par les gouvernements en octobre (du 13 au 18) pendant la plénière du Comité pour la Sécurité alimentaire mondial (Voir la [déclaration finale en plénière du CSA](#) par nos représentants). Nos contributions ont assuré que les problèmes des paysans et leur rôle dans les investissements fassent bien fait partie des négociations.

Bien que nous ayons réussi à éviter le pire en arrêtant la prise de contrôle de ces négociations par le secteur privé soutenu, entre autres, par la banque mondiale, les gouvernements des États-Unis et du Canada, le texte final ne reflète pas nos demandes principales. Nous avons émis une [réaction critique](#) afin d'alerter quant aux faiblesses du

texte, et empêcher les entreprises d'utiliser les principes adoptés comme un « blanchiment écologique » de leurs investissements à grande échelle.

Migration et travailleurs ruraux

La Via Campesina continue à faire campagne contre l'exploitation et pour l'amélioration des conditions de travail des travailleurs migrants et a renforcé son travail auprès de ces travailleurs en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient en Asie et en Afrique du Nord.

Avec « l'Union of Agriculture Workers Committees » (UAWC), en Palestine, et en coopération avec la Confédération Paysanne, en France, nous avons entamé un travail de recherche afin de documenter les violations contre les travailleurs Thaïs dans les colonies israéliennes des territoires occupés de Cisjordanie. Depuis 1995, des milliers de travailleurs Thaïs, principalement issus des familles paysannes du nord de la Thaïlande touchées par les effets de la production industrielle de riz, ont été engagés par les fermes industrielles israéliennes en tant que main-d'œuvre agricole privée de ses droits. Les travailleurs doivent faire face à de nombreuses violations de leurs contrats et travaillent dans de mauvaises conditions, sans aucun recours possible.

Aux USA, nos organisations membres ont mené des activités diverses, comme des marches, des caravanes jusqu'à la capitale nationale et les capitales d'Etat, des journées de lobbying, des pétitions et de nombreuses actions locales et au niveau des Etats afin de promouvoir une réforme de la loi de l'immigration, une nouvelle législation de protection des droits du travail et des normes de santé et de sécurité pour les travailleurs agricoles migrants. Les membres canadiens de La Via Campesina commencent à reprendre ce combat auprès des organisations de travailleurs agricoles du Canada.

Nos solutions à la crise climatique



La Via campesina a participé à la COP 20 qui s'est tenue à Lima, au Pérou en décembre 2014

La Via Campesina et ses alliés ont tenu des réunions de préparation et de planification des stratégies pour assurer la participation des peuples lors de la COP20 à Lima, au Pérou, en décembre 2014. Ces réunions ont aussi permis d'avancer la préparation de COP21 qui se tiendra à Paris, en France, en 2015. L'objectif est de construire et renforcer un mouvement global qui promeuve un changement de système. Il s'agit d'un mouvement global coordonnant les différents combats et initiatives ayant trait aux questions environnementales, économiques, sociales et culturelles en rapport avec les changements climatiques. En juillet et août, au Venezuela, nous avons participé à différentes réunions sociales pré-COP. Différents leaders paysans, membres du collectif sur la justice climatique et environnementale, ont participé activement à ces sessions sur la stratégie pré-COP des mouvements sociaux. La région Amérique du Nord de La Via Campesina a travaillé avec ses alliés pour la justice climatique et des mouvements environnementaux indigènes, basés aux USA, afin d'organiser des événements parallèles au Sommet Ban Ki-moon de l'ONU sur le climat et le Sommet des Peuples sur le Climat à New York, aux USA, en septembre 2014. En 2014, nous avons continué nos protestations et notre mobilisation contre la domination des sommets sur le climat par les entreprises multinationales. Nous avons participé à une initiative pour une déclaration plus largement soutenue par le Corporate Europe Observatory (CEO), le Transnational Institute (TNI) et les amis de la Terre Europe (FOEI) dans laquelle nous nous opposons fortement à ce que l'on appelle « l'agriculture intelligente face au climat », un concept promu par les entreprises transnationales et quelques gouvernements du Nord afin de s'approprier le débat sur le climat et imposer les fausses solutions défendues par les entreprises. Avec GRAIN, nous avons également publié des articles sur les alternatives: les 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population. En décembre, à Lima, au Pérou, lors de la COP20, nous avons activement participé au Sommet des Peuples, une conférence alternative des mouvements sociaux organisée parallèlement au sommet gouvernemental de l'ONU sur les changements climatiques.

L'articulation des femmes

L'articulation des femmes s'est réunie au Portugal du 15 au 17 novembre. Des femmes du monde entier ont débattu sur les différentes stratégies pour renforcer leur poids au sein du mouvement. Elles ont également partagé les expériences les plus positives relatives à la lutte contre la violence de genre ou contre l'exclusion des femmes dans les organisations paysannes. Un séminaire public sur les violences faites aux femmes s'est également tenu à Porto.

Le 8 mars, journée internationale de la femme, La Via Campesina a lancé un appel à mobilisation contre le patriarcat et pour la reconnaissance des droits de la femme. La vision paysanne du féminisme est en développement constant.

Les paysannes de la Coopération Européenne Via Campesina (ECVC) ont émis une déclaration affirmant leur engagement dans la défense des différents droits, comme ceux à une alimentation saine, adaptée et de bonne qualité, et une production agro-écologique. Elles demandent aussi une participation égale pour tous les paysans, hommes et femmes, l'accès à la terre, la garantie de l'accès aux semences et aux autres ressources. Elles ont manifesté leur rejet de toutes les formes de politiques discriminatoires et leur soutien à la défense des droits reproductifs et sexuels.

En Asie du Sud et du Sud-est, La Via Campesina a émis une déclaration demandant au gouvernement japonais de faire des excuses officielles aux victimes de l'esclavage sexuel

militaire ayant eu lieu pendant la seconde guerre mondiale. Les droits humains de nombreuses femmes des pays de l'Asie-Pacifique (Chine, Corée du Nord et du Sud, Taïwan, Japon, Indonésie, Timor Oriental, Myanmar, Philippines, Malaisie, Brunei, Guam, etc.) ont été violés par les militaires japonais qui les ont emmenées de force sur les champs de bataille pour en faire des esclaves sexuelles. A l'occasion de la journée internationale de la femme, le mouvement paysan a demandé que le gouvernement japonais ouvre tous les dossiers et tout le matériel lié à l'esclavage sexuel et mette fin à la distorsion de l'histoire et au renouveau du militarisme. Ce mouvement va maintenant commémorer une journée des victimes afin que ne soit pas oubliée cette histoire douloureuse, pour l'humanité, de la guerre.

Des membres de La Via Campesina en Afrique Australe et la "Rural Women Assembly" (RWA) ont participé à des débats et à des marches pour la construction d'alternatives et ont proposé un régionalisme qui place la population au-dessus des entreprises. Ils ont exigé que les gouvernements nationaux adoptent des lois promouvant les droits aux semences des paysans et des paysannes par opposition aux droits des semenciers.

« Real World Radio » a interviewé des femmes activistes rurales et urbaines de différentes parties du monde, parmi lesquelles des femmes leader de La Via Campesina Europe, Afrique, Amérique Latine et Asie. Différents sujets ont été soulignés, tels que le combat des femmes contre les grandes entreprises et les politiques néolibérales, la lutte pour l'accès à la terre (voir le 8 mars : rapport spécial sur la journée internationale de la femme).

Les efforts pour éliminer la violence de genre dans les organisations et les communautés sont prolongés dans les différentes régions LVC. La Via Campesina Honduras a formé 30 paysannes à la promotion de mesures permettant d'éviter la violence contre les femmes et les enfants dans leurs organisations et communautés, ce qui contribue à la transformation de la culture et des pratiques. Le nombre important de féminicides au Salvador, aux Honduras et au Guatemala est inquiétant. ([Féminicides et Impunité: une crise humanitaire en Amérique Centrale, et un problème mondial croissant](#)). Cela est lié aux modèles historiques de violence et d'agression en Amérique Centrale, où les escadrons de la mort et les guerres civiles ont laissé un héritage de violence, d'intimidation et d'impunité constante. Le 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes, La Via Campesina a dénoncé et lancé un appel contre toutes les formes de violences faites aux femmes.



Réunion des femmes lors de la réunion régionale de La Via Campesina Asie du Sud à Wardha, Maharashtra. Parvati du KRRS (Ramnagar District) distribue les documents

Le mouvement a demandé la création d'espaces de débats et d'échanges, où des outils pour le développement d'une société plus diverse et pluraliste puissent être développés : des outils pour sensibiliser nos communautés sur les cadres politiques et culturels qui bloquent le progrès vers l'égalité des genres. La Via Campesina a mis sur pied un ensemble d'outils de campagne telle qu'une collection de cartes postales qui peuvent être imprimées et envoyées pour promouvoir la campagne contre la violence faite aux femmes. Il existe aussi des vidéos sur les femmes sur [Via Campesina TV](#) ainsi qu'une publication. Les exemples de violations des droits des femmes ne manquent pas. Au Mozambique, l'accès au couloir de Nacala a été refusé aux femmes par les promoteurs du projet Prosavanna : elles ne peuvent plus y ramasser du bois et d'autres produits de la forêt pour nourrir leur famille. Au Chili, les femmes indigènes ont lancé un institut agro-écologique pour les femmes rurales, le premier du genre en Amérique Latine, qui ne cible que les paysannes en Amérique du Sud. L'objectif est d'abolir les barrières de genre qui pèsent normalement sur la formation dominée par les hommes.

Articulation des Jeunes

La Via Campesina reconnaît qu'il est important d'accorder un espace aux jeunes dans tous les processus et actions du mouvement. Lors de sa réunion au Zimbabwe le Comité de coordination international (CCI) a décidé d'inclure 4 représentants des jeunes (un par continent). En novembre 2014, trois continents (Europe, Amériques et Asie) avaient élu leur représentant des jeunes au sein du CCI (deux femmes et un homme). Deux jeunes du CCI ont participé à la seconde réunion du CCI au Portugal, en novembre. Les jeunes sont également en train de mettre en place leurs structures nationales et régionales afin de renforcer leurs actions collectives et leur participation aux niveaux national, régional et international.

L'articulation des jeunes s'est réunie au Sénégal, en juin 2014, accueillie par la CNCR, membre national de LVC. Cette réunion, qui s'inscrivait à la suite de la 6^{ème} Conférence internationale et de la 4^{ème} Assemblée internationale des jeunes ayant eu lieu en 2013, a été un moment important pour développer davantage et mettre en œuvre le plan d'action défini à Jakarta. Le 17^{ème} numéro du bulletin de Nyéléni, publié en mars, a été rédigé par les jeunes. Il traite des questions relatives à la souveraineté alimentaire et aux jeunes, dans un effort de rendre visibles les actions de formation et d'éducation menées par les jeunes. Il souligne l'importance du rôle des jeunes dans le mouvement global pour la promotion d'une agro-écologie paysanne et la lutte pour la souveraineté alimentaire.

Les jeunes de La Via Campesina participent activement aux activités techniques et politiques, y compris à la prise de décisions dans leurs organisations respectives et dans les mouvements dont ils font partie en Afrique, Europe, Asie et dans les Amériques. Ils participent aux manifestations pour soutenir les projets sociaux et dénoncer les abus sociaux et économiques. A Haïti, par exemple, les jeunes ont toute leur place dans les activités des organisations membres. Dans la région Afrique 1, les organisations membres cherchent à coopérer et à s'inspirer d'autres organisations alliées et réseaux pour mieux inclure les jeunes dans la prise de décisions. Les problématiques des jeunes sont placées au premier plan dans divers espaces nationaux, régionaux et internationaux. Afin d'améliorer la participation des jeunes dans le mouvement paysan, la région Afrique 1 leur propose des formations pour qu'ils puissent s'engager et participer dans les dialogues régionaux et continentaux.

En Amérique Latine, différents camps de jeunes ont été organisés afin de développer les compétences des jeunes à diriger les mouvements. Dans l'un de ces événements des jeunes qui s'est tenu en 2014, avec 2.000 participants environ, nous avons constaté à quel point les jeunes sont de plus en plus actifs au sein du mouvement (voyez par exemple [la vidéo sur le camp des jeunes d'Amérique Latine](#)). En Colombie, à Taïwan et en Europe les jeunes se sont activement organisés et ont participé à des manifestations pour protester contre le contrôle de l'agriculture et de la vie rurale par les entreprises. La Via Campesina continue à encourager les organisations membres à développer les capacités des jeunes. En Amérique du Nord, des règles ont été définies en janvier afin d'assurer la participation effective des jeunes.

Année Internationale de l'Agriculture Familiale - 2014

2014 a été déclarée Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF) par les Nations unies. Avec la FAO, le FIDA et plusieurs gouvernements, La Via Campesina a fait partie du comité directeur officiel organisateur des activités de l'AIAF. Ibrahim Coulibaly de la CNOP-La Via Campesina, du Mali, a été l'un des ambassadeurs officiels de l'AIAF. Au sein du comité, nous avons négocié le texte final présenté à Manille, le 27 novembre, lors de la clôture de l'AIAF (voir [le programme de l'évènement](#)). Notre représentant d'Inde, Kannaiyan, a prononcé un discours d'orientation pour expliquer nos priorités aux hauts fonctionnaires de la FAO, du FIDA, du PAM et des gouvernements nationaux.

La Via Campesina a participé à plusieurs conférences de l'AIAF, dont le Forum International de la Communication (23-25 octobre) et le Dialogue Global (27-28 octobre). Au niveau de l'Union Européenne, notre délégation a dénoncé le discours « officiel » de la Commission Européenne qui protège les intérêts de l'agrobusiness tout en parlant d'agriculture familiale. Le 12 juin, La Via Campesina a organisé, avec les gouvernements Philippin et Bolivien, un événement parallèle à Genève, afin de soutenir la question des droits des paysans. En Avril, LVC Amérique du Nord (« National Farmers Union » [NFU] du Canada, « National Family Farm Coalition » et « Union Paysanne ») a participé au Dialogue nord-américain sur l'Agriculture Familiale au Québec. Ils y ont exprimé leur préoccupation quant à la place occupée par les entreprises pour défendre leurs intérêts tout en profitant du terme « agriculture familiale ». En novembre, au Portugal, nous avons tenu une conférence de presse conjointe sur l'AIAF avec notre membre national, la CNA.

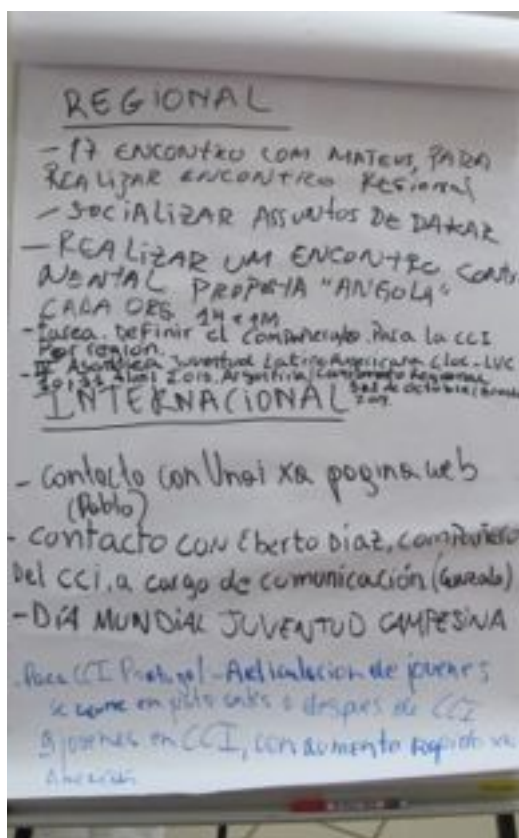
Rencontre Mondiale des Mouvements Populaires au Vatican

Du 27 au 29 Octobre, une délégation des leaders de La Via Campesina ainsi que les leaders de plus de 60 mouvements sociaux ont participé à une rencontre au Vatican organisée par le Pape François. Cet événement est le début d'une intéressante opportunité d'entamer un dialogue avec le Pape et l'Eglise Catholique afin de soutenir notre lutte contre l'accaparement des terres et faire reculer la mainmise des entreprises multinationales. Dans son discours, le Pape François a souligné de nombreux sujets-clé que nous défendons.

4. FONCTIONNEMENT INTERNATIONAL DE LA VIA CAMPESINA

En 2014, le Comité de Coordination International (CCI) s'est réuni à deux reprises, d'abord au Nicaragua (27-29 mars), puis au Portugal (20-21 novembre). Plusieurs sujets ont été débattus, notamment le travail des collectifs thématiques, les priorités politiques, le partage des informations, la recherche et la formation, la révision des différentes activités du calendrier international, le statut financier et les projets en cours de recherche de fonds par le mouvement.

Après un long combat pour leur reconnaissance et représentation au sein de la coordination internationale du mouvement, les jeunes font maintenant partie du CCI, avec un représentant par continent.



Les jeunes de La Via Campesina participent activement aux activités techniques et politiques, y compris à la prise de décisions. Paperboard d'une de leur rencontre au Sénégal, Juin 2014

Afin d'avoir un plus grand impact auprès des médias, La Via Campesina a organisé en novembre, au Portugal, une formation pour les membres du CCI. La formation a été dirigée par l'équipe de communication de La Via Campesina avec l'assistance d'un spécialiste des médias, ancien journaliste professionnel. Cette formation a principalement porté sur comment communiquer de façon efficace et concise sur les luttes du mouvement lors d'interviews télévisées et de présentations.

5. COMMUNICATION ET TRAVAIL MÉDIATIQUE POUR LA CONSTRUCTION DE LA SOLIDARITÉ

La Via Campesina utilise différents outils médiatiques pour communiquer avec des audiences diverses. Le mouvement paysan a développé l'utilisation des réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter afin de diffuser plus largement ses messages. Fin décembre 2014, nous avons 10.200 followers sur Facebook et 12.000 followers sur Twitter.

Les partenaires, les alliés et les amis de La Via Campesina souhaitent aider celle-ci à améliorer sa diffusion médiatique auprès d'une audience plus large, et notamment auprès des paysans, hommes et femmes, des organisations membres au niveau local. C'est ainsi que l'équipe de communication de la FAO a proposé à la Via Campesina d'établir avec elle un partenariat de communication. Le 22 mai, une réunion de suivi avec la FAO a eu lieu afin de concrétiser la mise en œuvre de l'accord signé en octobre 2013. La FAO a proposé de diffuser les publications du mouvement ainsi que les enregistrements audio sur sa plateforme radiophonique mondiale (réseau de radios communautaires et locales). Notre participation au Forum Global de la Communication, organisé par la FAO, en octobre, à Rome, fait partie de ce partenariat. Nous avons aussi la possibilité d'utiliser les points de contacts de l'AMARC (Association Mondiale Des Radiodiffuseurs Communautaires), un réseau international de radios communautaires afin d'élargir la portée de notre communication. Ces initiatives instaurent une plateforme de partage d'informations et de publication de matériel (audio et écrit) surtout là où les objectifs et les buts sont communs. En plus du développement des outils internet, et des formations pour les leaders, l'équipe de communication de la Via Campesina travaille sur sa stratégie de communication au moment des grands événements. Lors de la conférence sur le climat à Lima, au Pérou, en décembre 2014, nous avons particulièrement préparé notre travail de communication en collaboration avec d'autres mouvements sociaux.

L'enjeu est toujours d'améliorer la diffusion auprès des paysans membres de nos organisations nationales. L'accès limité à internet et le manque de traducteurs vers les langues locales et nationales autres que l'anglais, le français, l'espagnol ou le portugais sont des obstacles. Néanmoins, La Via Campesina continue à faire des efforts pour relever ces défis.

La page web de La Via Campesina

Plus de 200 articles (quelques-uns en trois langues) ont été postés sur la page web de La Via Campesina. Cela inclut des communiqués de presse, des messages de solidarité, des récits de luttes et d'actions, ayant tous pour but d'unifier les luttes paysannes et de donner de l'espoir. La Via Campesina prévoit de lancer, en mai 2015, une page web mise à jour en anglais, espagnol et français, qui serait plus dynamique et adaptée à la nouvelle situation de notre mouvement et de tous les différents domaines de travail.

Vous trouverez ci-dessous la liste des documents-clé publiés :

A.1 Livres, chapitres et rapports	Langue
1. Land Conflicts and the Criminalization of Peasant Movements in Paraguay: The Case of Marina Kue and the "Curuguay Massacre"	EN, ES
2. "Hidup petani, Hidup!"* Rapport de la VI Conférence internationale de La Via Campesina, Yakarta, 9 au 13 Juin 2013	EN, ES, FR
3. Revisiting Vietnam Rice: moving towards industrialisation	EN
4. Rapport annuel 2013 de La Via Campesina	EN, ES, FR
5. Les petits paysans Portugais se sentent abandonnés par leur gouvernement.	EN,FR
A.2 Communiqués de presse	
Agro-écologie	
6. Symposium international de la FAO sur l'Agroécologie à Rome : « Aujourd'hui, une fenêtre s'est ouverte sur ce qui a été pendant cinquante ans la cathédrale de la révolution verte »	EN, FR,ES
Changement climatique	
7. Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population	EN,ES,FR
8. La solution au changement climatique passe par nos terres	EN, ES, FR
9. Agriculture paysanne versus agriculture intelligente vis-à-vis du climat	EN, ES,
10. Démasquer l'agriculture intelligente face au climat	EN, ES, FR
11. Appel à la mobilisation pour le sommet des Peuples de Lima	EN, ES, FR
12. Document de position de la Via Campesina: Justice Environnementale et climatique maintenant!	EN, ES, FR
Réforme agraire	
13. Affamés de terres : Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles	EN, ES, FR
Accords de libre échanges et multinationales	
14. Rome: NON AU TTIP, CETA et autres politiques commerciales destructives	EN, ES, FR

15. 16 octobre – Journée mondiale d'action pour la Souveraineté Alimentaire contre les sociétés transnationales	EN, ES, FR
16. Une victoire sur notre route vers une déclaration internationale sur les droits des paysannes et des paysans !	EN, ES, FR
17. La Via Campesina se réjouit de l'initiative du Conseil des Droits de l'Homme pour répondre à l'impunité des multinationales	EN, ES, FR
Agriculture paysanne et souveraineté alimentaire	
18. Position de La Via Campesina à propos de l'Année internationale de l'Agriculture familiale 2014	EN, ES, FR
19. En cette année de l'Agriculture Familiale: La Souveraineté Alimentaire pour garantir la résilience de la ferme familiale	EN,ES,FR
20. Les investissements du FIDA doivent renforcer l'agriculture familiale, paysanne et autochtone ainsi que les politiques publiques en matière de souveraineté alimentaire	
21. CSA à Rome : La plupart des gouvernements continuent à ignorer les défis posés par la sécurité alimentaire dans le monde	
22. Discours d'Elizabeth Mopfu à la conférence sur la souveraineté alimentaire de La Haye.	EN
Femmes	
23. Nous luttons contre le capitalisme, le patriarcat et pour nos droits !	EN,ES,FR
24. La Via Campesina : Journée internationale contre la violence faite aux femmes	EN,ES,FR
17 avril, journée internationale des luttes paysannes	
25. 17 avril : journée internationale des luttes paysannes pour la défense des semences paysannes	FR,EN,ES
26. 17 avril: La Résistance s'accroît pour défendre les semences paysannes	FR,EN,ES
27 : Bruxelles : Mobilisation pour les droits des paysans et des paysannes sur leurs semences	EN,ES,FR
Messages de solidarité	
28. Appel Urgent à l'action en solidarité avec le peuple Palestinien: Pour condamner le meurtre des membres de la famille du leader de l'UAWC et demander JUSTICE!	EN,ES,FR
29. Appel à la solidarité avec le peuple palestinien	EN,ES,FR

30. Appel à la solidarité avec la Révolution bolivarienne et le mouvement paysan vénézuélien	EN,ES,FR
--	----------

Bulletin périodique



L'équipe de communication de LVC prépare un bulletin mensuel en trois langues. Entête de l'un de ces bulletins.

Afin que les différents membres et alliés soient informés des différentes activités, actions et campagnes, l'équipe de communication de La Via Campesina prépare un bulletin mensuel en trois langues. Il est envoyé à la liste élargie de destinataires de La Via Campesina et aux médias. Dix bulletins en anglais, français et espagnol ont été préparés et diffusés.

TV et travail vidéo

Notre nouvel outil de communication, La Via Campesina TV (<http://tv.viacampesina.org/>) s'avère être une plateforme utile de sons, d'images et de musique pour l'ensemble du mouvement pour la souveraineté alimentaire. Le nombre de visiteurs augmente chaque jour. 108 vidéos et 38 enregistrements audio, ont été postés sur Via Campesina TV. Parmi les vidéos, un nouveau documentaire de 38 minutes intitulé « l'appel de Jakarta », a été lancé le 17 avril afin de célébrer la journée internationale de luttes paysannes. Ce documentaire retrace le déroulement de la 6^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina, en Indonésie. Il explique également les principales priorités du mouvement paysan international et illustre la multitude des luttes locales pour la défense d'un système alimentaire dirigé par et pour les peuples. La Via Campesina a aussi publié plusieurs vidéos sur la question des semences (cf. tableau ci-dessous) Cela faisait partie de sa stratégie de mobilisation au moment du 17 avril, journée internationale des luttes paysannes, puisque le thème choisi était la construction de la solidarité autour de la défense des semences paysannes.

Tableau 2: Sélection de vidéos publiées sur TVCampesina

Titre		Langue
L'appel de Jakarta	http://tv.viacampesina.org/L-appel-de-Jakarta	EN, FR, ES
Vidéos sélectionnées pour le 17 avril : journée internationale des luttes paysannes		
Argentina the bad seeds	http://tv.viacampesina.org/Argentina-the-bad-seeds?Lang=en?	EN, ES
Le monde selon Monsanto	http://tv.viacampesina.org/Le-monde-selon-Monsanto?lang=fr	EN, FR, ES
Of peoples seeds indigenous breeds	http://tv.viacampesina.org/Of-peoples-seeds-indigenous-breeds?lang=en	EN

10 years of failure farmers	http://tv.viacampesina.org/10-Years-of-Failure-Farmers?lang=en	EN
Graines de résistances	http://tv.viacampesina.org/Graines-de-resistances	EN, FR, ES
Plantez des semences locales pour récolter l'avenir	http://tv.viacampesina.org/New-translation-Plant-local-seeds	EN, FR, ES
Peasants seeds interview with Jose-Manuel Benitez	http://tv.viacampesina.org/Peasants-seeds-interview-with-Jose?lang=en	EN, ES

CONCLUSIONS: EN ROUTE VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

En 2014, La Via Campesina a poursuivi ses efforts pour atteindre sa vision d'un nouveau type de système alimentaire: un système où la terre, l'eau et les semences sont dans les mains des petits paysans et ne sont pas piratées par les grandes entreprises. Le mouvement international a porté la voix des paysans et des paysannes dans différents espaces politiques comme le Conseil des Nations Unies pour les Droits de l'homme, la FAO, le Comité pour la Sécurité Alimentaire (CFS) et ses mécanismes pour la société civile (CSM) ainsi que d'autres espaces pour défendre la souveraineté alimentaire. La Via Campesina est de plus en plus reconnue comme un leader social et politique dans ces espaces et est invitée à contribuer dans différents débats. Cette dynamique est un réel défi pour le mouvement car il est nécessaire d'identifier clairement les institutions où les paysans peuvent effectivement remporter des luttes et où le mouvement doit concentrer son énergie.

Les membres de la Via Campesina et leurs alliés ont également renforcé leur capacité d'organisation et de mobilisation pour affronter l'accaparement des ressources naturelles par le secteur privé ainsi que leur contrôle sur les marchés. Sur les différents continents, ils ont organisé des occupations de terres, des actes de résistance à l'accaparement de terres et des protestations contre les politiques commerciales dévastatrices. De plus en plus de groupes sont inspirés par la force du mouvement paysan et du modèle qu'il propose. Il a également incité des centaines d'organisation et de groupes locaux à organiser des actions lors de la journée internationale de la lutte paysanne le 17 avril.

Sur le terrain, des exemples pratiques et réussis d'agriculture paysanne durable et d'agro-écologie ont contribué significativement à cette lame de fond qui ne peut plus être ignoré, malgré l'avance rapide de l'agriculture industrielle. La production alimentaire durable et locale se pratique maintenant aux quatre coins du monde et des couches importantes de la société réclament une alimentation saine tout favorisant la production locale pour des marchés locaux et en respectant les moyens de vie des petits producteurs. Les membres de la Via Campesina ont continué à mettre en place des écoles d'agro-écologie partout dans le monde. Le mouvement continue aussi à promouvoir ce modèle de production comme celui qui offre une solution réelle aux crises climatiques et alimentaires.

La Via Campesina est un mouvement international qui défend une agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Il rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles... Le mouvement s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement.

Ses 164 organisations membres sont présentes dans 73 pays du monde.



La Via Campesina
Mouvement Paysan International

Secrétariat International
Stand No 197A, Smuts Road Prospect
Waterfalls – Harare – Zimbabwe

Email: viacampesina@viacampesina.org

Website: www.viacampesina.org and tv.viacampesina.org